



RÉGION ACADÉMIQUE ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique
Île-de-France
Service Régional des Achats

Cahier des clauses particulières

Appel d'offres ouvert

OBJET DE LA CONSULTATION :

Prestations de transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 %.

Numéro de référence du marché : TRANSPORT-HANDICAP-RAIDF-2025

Sommaire

1.	Préambule	4
2.	Objet du marché	4
3.	Périmètre d'exécution du marché	4
4.	Forme et montant du marché	4
5.	Durée du marché	5
6.	Allotissement	5
7.	Documents contractuels	5
8.	Clause sociale de formation sous statut scolaire	6
9.	Clause environnementale relative à la communication du BEGES et plan de transition associé	8
10.	Description des prestations	8
10.1	Dispositions générales	8
10.2	Dispositions spécifiques aux bénéficiaires des prestations	9
10.3	Modalités d'exécution	10
10.3.1	Déroulement de la demande de transport	10
10.3.2	Annulation tardive au point de prise en charge	10
10.3.3	Frais et majorations applicables aux prestations	10
11.	Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France	11
11.1	Obligations du titulaire	11
11.1.1	Obligations relatives à l'exécution des prestations	11
11.1.2	Obligations d'information	13
11.1.3	Obligations de résultat	13
11.1.4	Obligation de confidentialité	13
11.2	Obligations de la région académique d'Île-de-France	13
12.	Suivi du marché	13
13.	Pénalités	14
13.1	Pénalités pour manquements répétés à l'exécution du marché	14
13.2	Pénalité pour non-respect des obligations de sécurité lors de la dépose	14
13.3	Pénalité pour non-respect des délais de mise à disposition d'un véhicule de remplacement	14
13.4	Pénalités pour retard de transmission des justificatifs	15
13.5	Pénalités pour non-respect de la clause sociale	15
13.6	Pénalités relatives à la clause environnementale en cas de non-communication du BEGES	15
13.7	Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée	15
14.	Modalité de commande	15
15.	Prix	16
15.1	Forme du prix	16
15.2	Variation du prix	16
15.2.1	Mois d'établissement des prix	16
15.2.2	Choix de l'indice de référence	16
15.3	Modalités de révision des prix	16

15.4	Clause de sauvegarde	17
16.	Facturation	17
16.1	Modalités de transmission des factures	17
16.2	Précisions relatives au trajet de la prestation à facturer et responsabilité du passager	18
16.3	Modalités de règlement.....	18
17.	Avance.....	18
17.1	Dispositions générales	19
17.2	Les accords-cadres à bons de commande.....	19
18.	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	19
19.	Sous-traitance	20
20.	Opérations de vérifications.....	20
21.	Admission	20
22.	Documents à fournir pendant le marché	20
23.	Cession du marché.....	21
24.	Marchés de prestations similaires	21
25.	Clause de réexamen.....	21
26.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	21
27.	Garanties.....	21
28.	Résiliation.....	21
28.1	Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	21
28.2	Résiliation pour faute.....	22
28.3	Résiliation pour événements liés au marché	22
28.4	Résiliation de plein droit	22
29.	Exécution aux frais et risques du titulaire	22
30.	Différends et litiges.....	22
31.	Déroptions aux documents généraux	23

1. Préambule

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Dans le cadre de la politique achat de la région académique d'Île-de-France, les trois académies franciliennes mutualisent leurs besoins.

Désignation :

Les académies de Paris, Créteil et Versailles sont désignées dans le présent cahier des clauses particulières (CCP) sous l'appellation « La région académique d'Île-de-France » ;

La région académique d'Île-de-France est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA ».

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 %.

3. Périmètre d'exécution du marché

Les prestations du titulaire, quel que soit le lot concerné, sont exécutées dans toute la région Île-de-France et de manière exceptionnelle, dans les départements limitrophes à l'Île-de-France.

Les prestations à réaliser ont lieu principalement les jours ouvrés entre sept heures (7h) et vingt-deux heures (22h). Elles peuvent occasionnellement être exécutées les samedis, les dimanches et les jours fériés, à n'importe quelle heure, vingt-quatre heures sur vingt-quatre (24h / 24).

Le titulaire s'engage sur des disponibilités, tant en termes de lieux que de jours et d'horaires.

4. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum avec un **montant maximum de : 3 280 000 € HT** pour sa durée totale.

Le **montant estimatif** du marché, sur sa durée maximale, est de **1 640 000 € HT**.

Le montant maximum de l'accord-cadre constitue un engagement juridique prévoyant que l'acheteur ne peut plus passer de commande au-delà du seuil maximum. Le contrat se termine et cesse de produire des effets dès que ce seuil est atteint. Il est à différencier de la valeur estimée qui n'implique pas d'engagement juridique.

5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale ferme de **douze (12) mois**. Il est ensuite **renouvelable trois (3) fois un (1) an** par tacite reconduction.

La durée maximum du marché est de **quarante-huit (48) mois**.

La date exacte de début d'exécution des prestations sera notifiée au titulaire par **ordre de service**.

La région académique d'Île-de-France se réserve le droit de notifier au titulaire sa décision de ne pas reconduire le marché par toute forme qui permette d'attester de la date et de l'heure de sa réception.

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

6. Allotissement

Le présent accord-cadre est alloti comme suit :

- **Lot n°1** - transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 % - **académie de Paris**.

Montant global maximum de 1 346 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **673 000 € HT**.

- **Lot n°2** - transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 % - **académie de Créteil**.

Montant global maximum de 1 106 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **553 000 € HT**.

- **Lot n°3** : -transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 % - **académie de Versailles**.

Montant global maximum de 828 000 € HT.

Le **montant estimatif** du lot, sur sa durée maximum de quarante-huit (48) mois est de **414 000 € HT**.

Le **montant maximum** de l'accord-cadre constitue un engagement juridique prévoyant que l'acheteur ne peut plus passer de commande au-delà du seuil maximum. Le contrat se termine et cesse de produire des effets dès que ce seuil est atteint. Il est à différencier de la **valeur estimée** qui n'implique pas d'engagement juridique.

7. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement du marché (ATTRI1);
- l'annexe financière à l'acte d'engagement (AF);
- le présent Cahier des clauses particulières (CCP);
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021;
- le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre;
- en cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-FCS est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

8. Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du Code de l'éducation);
- soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du Code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du Code de l'éducation);
- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de neuf cents heures (900h), soit six (6) mois à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction, à répartir entre le ou les titulaire(s) de chacun des lots comme suit :

- **lot n°1** : trois cents heures (300h), soit deux (2) mois ;
- **lot n°2** : trois cents heures (300h), soit deux (2) mois ;
- **lot n°3** : trois cents heures (300h), soit deux (2) mois.

À l'initiative de l'acteur de l'Éducation nationale, **le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.**

Encadrement de l'élève :

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées. Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Si le jeune bénéficiaire est accompagné par la MLDS, c'est un tuteur pédagogique qui est désigné.

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du Code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Étapes de mise en œuvre du stage :

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le titulaire transmet également au représentant du pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Dans ce cas, l'académie et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du Code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Éducation nationale, puis validées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du Code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

À l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le Titulaire. Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation :

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au référent de l'Éducation nationale les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou du référent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au représentant du pouvoir adjudicateur :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées ;
- le bilan croisé.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

9. Clause environnementale relative à la communication du BEGES et plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant 500 salariés ou plus.

10. Description des prestations

10.1 Dispositions générales

Les prestations attendues doivent être effectuées conformément à la réglementation en vigueur, notamment en matière d'application de la tarification, de la détention des titres ou autorisations requis (licence de taxi, inscription au registre des voitures de transport avec chauffeur – VTC, licence de transport routier occasionnel de personnes, autorisation de transport adapté/TPMR, ou tout autre titre équivalent délivré par l'autorité compétente), de l'homologation des véhicules utilisés et des relations avec la clientèle.

Le titulaire assure auprès des agents de la région académique des prestations de service de transport de personnes à Paris et en Île-de-France et de manière exceptionnelle sur le territoire national. Il s'engage à mettre à disposition de la région académique des véhicules adaptés à la durée du trajet effectué, et ce dans les plus brefs délais.

Le titulaire est tenu d'assurer les courses demandées, quelles que soient les circonstances, sauf en cas de force majeure, ou d'intempéries exceptionnelles. Les commandes de courses doivent impérativement être réalisées dans les meilleurs délais afin de garantir le respect des horaires.

En cas de panne technique, ou tout autre motif empêchant la réalisation des courses, le titulaire est tenu de trouver une solution en interne, afin de mener à bien ses commandes. En outre, le titulaire devra en informer l'utilisateur dans les meilleurs délais.

Le titulaire est tenu d'assurer constamment la qualité du service, à savoir notamment la propreté des véhicules, la ponctualité des chauffeurs, et le respect du confort de l'utilisateur.

10.2 Dispositions spécifiques aux bénéficiaires des prestations

Les prestations du présent marché concernent le transport individuel de personnels en activité professionnelle, reconnus sur avis médical du médecin de prévention comme étant en situation de handicap avec un taux d'invalidité inférieur à 80 %.

Les personnels en activité professionnelle relèvent de l'une des trois académies franciliennes (Paris, Créteil et Versailles) ou de la région académique d'Île-de-France.

Le titulaire assure principalement les trajets domicile-travail et travail-domicile des agents concernés et, à titre occasionnel, d'autres déplacements (établissements scolaires, lieu de stage, de formation, de réunion ou d'évènement professionnel du type journées portes ouvertes, etc.).

À titre indicatif et sans que cela n'engage aucunement la région académique d'Île-de-France, la répartition du nombre d'agents à transporter, de manière régulière, par académie et par an se décompose ainsi :

- académie de Paris : 27 agents ;
- académie de Créteil : 25 agents ;
- académie de Versailles : 16 agents.

Des transports plus ponctuels (exemples : agents itinérants) seront également requis.

À bord du véhicule, le bénéficiaire doit se conformer aux règles de sécurité, notamment le port de la ceinture de sécurité. Toute opposition à cette disposition entraîne le refus par le transporteur d'assurer le transport. Le transporteur doit vérifier la bonne sécurisation de l'agent et son matériel pendant le transport.

Par conséquent, l'exécution des prestations inclut obligatoirement, selon les besoins du passager en situation de handicap, l'aide au passager pour s'installer et sortir du véhicule.

L'aide au passager en situation de handicap et/ou à mobilité réduite, si elle est nécessaire, sera apportée, par le transporteur dans la limite de la formation reçue, en veillant à ce que la personne transportée soit toujours placée en position sécurisée. Cette aide ne comprend en aucun cas des prestations de nature médicale, paramédicale ou de portage.

La dépose des passagers doit s'effectuer, sauf impossibilité objective, à l'adresse exacte mentionnée dans la réservation.

En cas d'impossibilité (absence d'aire d'arrêt, travaux, interdiction de stationner, risque manifeste pour la circulation ou les passagers), le conducteur choisit le point de dépose le plus proche possible, sous réserve que celui-ci soit :

- sécurisé et accessible (trottoir, aire d'arrêt autorisée, zone protégée de la circulation) ;
- adapté aux personnes à mobilité réduite le cas échéant.

Dans ce cas, l'accompagnement du passager devient impératif afin de garantir sa mise en sécurité.

Tout manquement à cette obligation pourra entraîner l'application des pénalités prévues au présent CCP.

10.3 Modalités d'exécution

Les donneurs d'ordre de chaque académie, dénommés «service handicap académique», fourniront directement au titulaire la liste des bénéficiaires concernés, l'adresse de leur prise en charge et l'adresse de destination ainsi que, le cas échéant, toute modification de l'une ou de plusieurs de ces informations en cours de marché.

La personne habilitée à formuler les demandes de véhicules auprès du titulaire est obligatoirement soit le service handicap académique, soit la personne à transporter.

Lors de chaque demande, le donneur d'ordre ou l'utilisateur doit obligatoirement communiquer le numéro d'abonné fourni par le titulaire ou utiliser l'accès internet réservé ou le site web du titulaire afin de permettre le règlement par la région académique de chaque prestation.

Dans le cadre des trajets domicile-travail / travail-domicile, un calendrier annuel sera établi afin de définir les jours et horaires des prestations ainsi que dans la mesure du possible, les congés annuels.

Dans le cadre d'une prestation ponctuelle, la demande de réservation d'un véhicule devra être effectuée avec un préavis minimum de quinze minutes (15 mn).

10.3.1 Déroulement de la demande de transport

Le titulaire du marché doit être en mesure de traiter une demande comportant une ou plusieurs courses à planifier à l'avance sur une période d'une semaine ou plus.

Toute demande effectuée sans communication du numéro d'abonné ou sans l'utilisation de l'accès internet réservé ne pourra être mise en paiement par le donneur d'ordre dans le cadre du présent marché, le paiement de la prestation incombera donc directement à la personne transportée.

Chaque demande de réservation d'un véhicule doit être effectuée au minimum quinze minutes (15 mn) avant l'heure à laquelle le véhicule doit prendre en charge le passager.

Lors d'une demande de réservation par téléphone, le temps d'attente de l'appelant avant mise en relation avec un opérateur du titulaire ne doit pas excéder une minute trente (1 mn 30).

Lors de la prise en charge, la personne à transporter doit justifier de son identité par tout document officiel en cours de validité permettant de l'attester (carte nationale d'identité, passeport, permis de conduire, titre de séjour, carte professionnelle, etc.).

Il appartient au titulaire de vérifier que l'identité de la personne à transporter est conforme à celle fournie par le donneur d'ordre lors de la passation de la demande initiale.

Si une personne non autorisée utilise les services du titulaire, ce dernier sera responsable de l'obtention du règlement des prestations correspondantes directement auprès de cette personne.

Chaque course doit faire l'objet d'un suivi de la part du titulaire jusqu'au moment de la prise en charge du passager.

10.3.2 Annulation tardive au point de prise en charge

La modification ou l'annulation d'une demande ne peut être facturée tant que le véhicule commandé n'est pas encore parvenu à l'adresse de prise en charge du passager.

Si la modification ou l'annulation a lieu «à la porte», c'est-à-dire après l'arrivée du véhicule au point de prise en charge, seuls les frais d'approche peuvent être facturés.

10.3.3 Frais et majorations applicables aux prestations

Frais d'approche

Les frais d'approche correspondent au déplacement du véhicule mis à disposition par le titulaire depuis son lieu de départ jusqu'au lieu de prise en charge du passager (kilomètres dits "haut-le-pied").

Le titulaire facture ces frais conformément au tarif indiqué dans l'annexe financière et s'assure que **le délai d'approche ne dépasse pas dix minutes (10 mn) par course.**

Au-delà de ce délai, aucun surcoût ne peut être réclamé par le titulaire.

Frais d'attente et cas de retard du passager

Le titulaire doit s'assurer que le véhicule commandé est bien arrivé au lieu de prise en charge et que le passager prévu a bien été pris en charge.

Si le passager n'est pas présent à l'heure convenue, le titulaire contacte le passager pour confirmer le maintien de la réservation.

En cas d'absence du passager, **le véhicule doit attendre sur place dix minutes (10 mn) et tenter de joindre le passager par téléphone.** Le véhicule ne peut quitter le point de prise en charge qu'après l'écoulement de ces dix minutes.

Les cinq (5) premières minutes ne sont pas facturées par le titulaire et le temps d'attente de la sixième (6^e) à la dixième (10^e) minute est facturable selon le tarif forfaitaire défini à l'annexe financière.

Définition de la période de nuit

Une majoration dite « de nuit » peut être appliquée par le titulaire sur le prix total de la course lorsqu'une course est effectuée pendant **au moins cinq minutes entre 19h00 et 06h30.**

Marche lente

Une majoration relative à la marche lente peut être appliquée par le titulaire sur le prix total de la course lorsque le véhicule circule à une vitesse moyenne inférieure ou égale à dix kilomètres par heure (10 km/h) pendant au moins cinq (5) minutes continues sur un trajet

Toute majoration appliquée au titre de la marche lente devra pouvoir être justifiée de manière objective. Le titulaire s'engage à fournir, sur demande de la région académique d'Île-de-France, les éléments permettant de démontrer que la vitesse moyenne du véhicule est restée inférieure ou égale à dix kilomètres par heure (10 km/h) pendant la durée facturée, notamment via l'odomètre ou un système de géolocalisation intégré.

Les autres frais et majorations sont précisés dans l'annexe financière.

11. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France

11.1 Obligations du titulaire

11.1.1 Obligations relatives à l'exécution des prestations

Le titulaire met à disposition des donneurs d'ordre les moyens suivants :

- un numéro d'abonné ou code confidentiel par donneur d'ordre ;
- un accès internet réservé et/ou un site web et/ou une application permettant le traitement des demandes **et** un numéro de téléphone dédié permettant le traitement des demandes, la réservation, l'assistance en cas de problème et l'obtention prioritaire d'un véhicule en cas de pénurie ou de difficulté à en obtenir un ;
- un accès internet réservé et/ou un site web, dédié aux donneurs d'ordre, permettant l'inscription des bénéficiaires et le suivi des réservations ;
- un numéro de téléphone dédié aux personnes malvoyantes et non-voyantes ;
- un courriel **et** un numéro de téléphone dédiés aux questions relatives à la facturation.

L'accès au service de réservation du titulaire doit pouvoir se faire par téléphone, au minimum entre 6h- et 20h00 du lundi au vendredi.

L'accès au service de facturation du titulaire doit pouvoir se faire par courriel et par téléphone, pendant les horaires normaux de bureau (au minimum entre 9h-12h et entre 14h-16h30 du lundi au vendredi).

Parc de véhicules :

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions suivantes :

- attestation annuelle d'assurance du parc utilisé ;
- âge maximum du parc tel que défini ci-après.

Pour des motifs de sécurité et de confort, l'âge des véhicules employés dans le cadre du présent marché ne doit pas excéder dix (10) ans à compter de leur première mise en circulation, pendant toute la durée du marché. Le respect des normes de sécurité en matière de dispositifs de retenue doit être impérativement respecté.

Tout véhicule utilisé en cours de marché doit répondre au minimum au même niveau d'équipement, de performances environnementales et d'âge égal ou inférieur à la flotte de véhicule déclarée lors de la candidature au marché.

Les véhicules affectés à l'exécution des prestations doivent :

- être en parfait état de fonctionnement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur ;
- être maintenus en état de propreté ;
- être équipés d'un système de ventilation opérationnel.

Continuité du service et mesures de substitution :

Dans le cas où le titulaire rencontre des difficultés pour honorer une prestation, il doit en informer immédiatement le demandeur et déployer tous les moyens nécessaires pour trouver un véhicule de remplacement.

En cas d'incident survenant en cours de prestation et entraînant l'immobilisation totale du véhicule, le titulaire doit être en mesure de proposer, dans les plus brefs délais, une solution de substitution permettant d'assurer la continuité du service et d'éviter toute perturbation pour les passagers.

À ce titre, le titulaire s'engage à mentionner dans son cadre de réponse :

- le délai maximal garanti pour la mise à disposition d'un véhicule de remplacement ou d'une solution alternative jugée acceptable par la région académique d'Île-de-France. Ce délai constitue un engagement contractuel ferme ;
- le délai minimal dans lequel une telle solution peut être effectivement mise en œuvre, ainsi que sa nature (véhicule de la flotte, recours à un sous-traitant, VTC, taxi conventionné, etc.).

Le titulaire est contractuellement tenu d'assurer à sa charge la poursuite et la continuité des prestations définies par le présent marché, sauf en cas de force majeure dûment justifié, conformément aux dispositions légales et contractuelles en vigueur.

Le non-respect de ces obligations, notamment en ce qui concerne les délais d'intervention et de remplacement garantis, entraînera l'application des pénalités prévues au présent CCP.

Le montant payé en surplus pour la mise à disposition d'une solution de substitution sera à la charge du titulaire.

Personnel mis à disposition par le titulaire :

Le personnel mis à disposition par le titulaire pour effectuer les prestations du présent marché doit adopter en toutes circonstances un comportement professionnel et irréprochable, caractérisé par :

- la courtoisie, la neutralité et le respect des passagers et de l'ensemble des interlocuteurs ;
- une présentation vestimentaire correcte et adaptée ;

- l'interdiction formelle d'usage du téléphone portable ou de tout autre appareil électronique durant la conduite, sauf en cas de dispositifs homologués « mains libres ».

La région académique d'Île-de-France se réserve le droit de récuser, sans avoir à en motiver la décision, tout conducteur dont le comportement serait inapproprié, dont l'attitude serait incompatible avec l'exercice de ses fonctions, en particulier en cas de non-respect des règles de sécurité (téléphonie au volant, alcoolémie ou prise de substances illicites contrôlés par les forces de l'ordre, etc.).

Aucune indemnité ne pourra être réclamée par le titulaire au titre de cette mesure.

Le titulaire reste pleinement responsable du comportement des conducteurs mis à disposition dans l'exercice de leurs fonctions.

11.1.2 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

11.1.3 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

11.1.4 Obligation de confidentialité

Dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France met à la disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations demandées.

Toutes les demandes d'informations entre la région académique d'Île-de-France et le titulaire, questions et réponses, se font par écrit, de préférence sous forme d'un message électronique.

12. Suivi du marché

Une réunion de bilan sur l'exécution du marché sera organisée au minimum une (1) fois par an, en présence des donneurs d'ordre, du SRA et du titulaire.

Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de la région académique d'Île-de-France ou du titulaire.

13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de vingt pour cent (20 %) du montant total HT du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1 000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour contester par courriel les pénalités auprès du SRA : sra@region-academique-idf.fr.

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

13.1 Pénalités pour manquements répétés à l'exécution du marché

Au cours de l'exécution du marché, les pénalités suivantes pourront être appliquées dans le cas où, de façon répétée et sur simple constatation, le titulaire ne respecte pas les prescriptions du présent marché.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourra, sans mise en demeure préalable, en cas de dysfonctionnement dans l'exécution du marché, une pénalité forfaitaire de mille euros (1 000 €) HT par tranche de trois (3) dysfonctionnements cumulés.

La pénalité s'applique mensuellement chaque fois que, pour un mois considéré, trois (3) dysfonctionnements seront constatés parmi la liste ci-dessous et sans qu'elle soit exhaustive :

- délai de prise en charge de l'appel supérieur à une minute trente (1 mn 30) ;
- véhicule non entretenu ou sali, ne respectant pas les standards d'hygiène et de propreté requis ;
- retard de prise en charge par le véhicule commandé supérieur à dix minutes (10 mn) ;
- abandon par le véhicule commandé du point de prise en charge avant un délai de dix minutes (10 mn) sans accord préalable du passager ;
- non mise à disposition de véhicule commandé (hors cas de force majeure).

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité de l'administration.

13.2 Pénalité pour non-respect des obligations de sécurité lors de la dépose

Le titulaire doit pouvoir justifier, sur demande du donneur d'ordre, que toutes les mesures de sécurité et d'accompagnement ont été respectées.

En cas de manquement à l'obligation de déposer le passager dans un lieu sécurisé et accessible, ou de ne pas assurer l'accompagnement du passager lorsque celui-ci est nécessaire pour garantir sa sécurité :

Une pénalité forfaitaire de deux cents euros (200 €) HT sera appliquée par incident constaté.

13.3 Pénalité pour non-respect des délais de mise à disposition d'un véhicule de remplacement

En cas de non-respect par le titulaire des délais contractuels garantis pour la mise à disposition d'un véhicule de remplacement ou d'une solution alternative jugée acceptable par la région académique d'Île-de-France :

Une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €) HT par incident sera appliquée pour chaque retard constaté au-delà du délai maximal garanti.

13.4 Pénalités pour retard de transmission des justificatifs

Le titulaire est tenu de fournir, dans le délai maximum de dix (10) jours ouvrés à compter de la demande, tous les justificatifs demandés par la région académique d'Île-de-France, notamment :

- licence ou autorisation d'exploitation ;
- certificat d'immatriculation du véhicule ;
- contrôle technique en cours de validité ;
- assurance obligatoire du véhicule ;
- attestation de conformité aux normes environnementales applicables à un véhicule ;
- document officiel attestant de la classification environnementale du véhicule (Crit'Air par exemple), selon ce qui est annoncé au cadre de réponse ;
- devis ou factures ou certifications ou tout autre justificatif approprié et relatif à la réponse aux actions en faveur de l'environnement annoncées au cadre de réponse ;
- tracé GPS ou autre preuve objective justifiant la facturation de la marche lente.

En cas de non-transmission de ces justificatifs dans le délai imparti :

Une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €) HT par jour ouvré de retard est appliquée, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS.

13.5 Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue au présent CCP les pénalités suivantes :

- cinq cents euros (500 €) HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- cinquante euros (50 €) HT par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le CCP.

Dans le cas où la clause sociale serait impossible à mettre en œuvre notamment en raison de l'absence de bénéficiaire, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire.

13.6 Pénalités relatives à la clause environnementale en cas de non-communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue au présent CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500 €) HT en cas de non-communication du BEGES.

13.7 Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par l'acheteur avant le début des prestations concernées.

En cas de recours à un sous-traitant non déclaré ou non agréé, le titulaire encourt une pénalité de cent-cinquante (150 €) HT par jour d'intervention du sous-traitant, à compter du début de son exécution. Cette pénalité s'applique sans préjudice du refus de paiement direct au sous-traitant, et des autres sanctions prévues au marché, y compris une éventuelle résiliation.

14. Modalité de commande

La région académique d'Île-de-France émet selon ses besoins des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Toutes les prestations relatives au présent accord-cadre font l'objet de bons de commande.

Chaque bon de commande est transmis par courriel au titulaire.

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à l'annexe financière ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, **l'absence de réserve émise par le titulaire dans les deux (2) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.**

15. Prix

15.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à **prix unitaires**.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charges sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

15.2 Variation du prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables, à la hausse comme à la baisse aux conditions fixées ci-après. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

15.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois zéro (M0)**. Le mois **M0** correspond au mois de la date limite de remise des offres.

15.2.2 Choix de l'indice de référence

L'indice de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est **l'indice INSEE des prix à la consommation (base 100 en 2025) - Transport routier de passagers - identifiant INSEE n°[001764119](#)**.

15.3 Modalités de révision des prix

Les prix applicables sont ceux indiqués à l'annexe financière.

Le titulaire est tenu de faire connaître par écrit et d'appliquer à chaque donneur d'ordre les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché.

Les prix, fermes la première année, sont révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date anniversaire du marché.

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = PO (S / SO)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

PO = le prix initial de l'accord-cadre (prix défini le mois de la date limite de remise des offres).

S = la dernière valeur connue de l'indice de référence à la date de calcul de la révision.

SO = la valeur de l'indice de référence le mois précédent le mois du dépôt des offres.

Par dérogation à l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient est calculé au millième près, arrondi en conformité avec les règles mathématiques.

En application du coefficient retenu, l'arrondi mathématique est effectué sur les prix du marché (prix fixes et prix alimentaires).

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France, à l'adresse suivante : sra@region-academique-idf.fr, au plus tard trente (30) jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire joint à sa demande la nouvelle annexe financière révisée. En cas d'absence de transmission de la part du titulaire dans le délai prescrit, les prix ne sont pas révisés.

Les nouveaux tarifs seront applicables pour toutes les factures émises après l'acceptation formelle de la révision des prix par le SRA par courriel.

15.4 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5%) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision ou de la demande du titulaire sous réserve de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

16. Facturation

16.1 Modalités de transmission des factures

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire établit une facture mensuelle à terme échu, par agent et par service académique (service handicap académique) **donneur d'ordre, détaillant chacune des prestations exécutées au cours de ce mois.**

Préalablement au dépôt de la facture sur la plateforme Chorus Pro, une copie de cette facture devra être adressée par courriel à chaque service académique (service handicap académique) donneur d'ordre pour vérification puis validation. Ce n'est qu'après validation que la facture pourra être déposée sur Chorus Pro.

Les prestations sont facturées après service fait sur la base des tarifs consentis et figurant à l'annexe financière annexée à l'acte d'engagement.

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

16.2 Précisions relatives au trajet de la prestation à facturer et responsabilité du passager

Le transport demandé doit correspondre au trajet le plus direct et ne comporter aucun détour pour convenances personnelles.

Le transport destiné à l'agent lui est exclusivement destiné et ne peut en aucun cas profiter à d'autres personnes, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le donneur d'ordre.

Si le transport demandé relève d'actions mises en place par l'établissement (conseils de classe, conseils pédagogiques, rencontres parents-professeurs, sorties pédagogiques, journées portes ouvertes, etc.) ou de sessions de formations, il convient à l'agent de fournir, avant le jour prévu pour le déplacement, au titulaire et au service handicap académique une convocation ou un justificatif. Le titulaire devra alors établir une facture distincte des factures mensuelles prévues au présent CCP.

16.3 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées.

Chaque facture est transmise à chaque donneur d'ordre / service handicap académique concerné par les prestations facturées et devra comporter :

- le numéro d'engagement juridique (n° d'EJ) communiqué par le donneur d'ordre ;
- l'un des codes service exécutant suivants, selon l'académie de l'agent concernée par la facture :

PARIS :	FAC7500075
CRÉTEIL :	FAC0000094
VERSAILLES :	FAC0000078
- l'adresse et le nom du service donneur d'ordre ainsi que le centre de coût (informations communiquées par le donneur d'ordre en début de marché) ;
- le numéro de SIRET suivant : 11000201100044 ;
- le nom du personnel bénéficiaire ;
- les dates et horaires de la course ;
- les adresses de prise en charge et de destination ;
- le type de demande (immédiate ou à l'avance) ;
- la durée de l'attente, le cas échéant ;
- l'identification du véhicule ;
- le kilométrage effectué.

Ces informations permettent d'assurer le bon routage des factures vers le comptable.

L'admission (ou validation) des prestations donne lieu à son règlement dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

17. Avance

17.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées à l'article R2191-11 du Code de la commande publique.

17.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros (50 000 € HT) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq pour cent (5%) du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au(x) titulaire(s).

18. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionnés n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique.

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- en cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

19. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](#))
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-FCS.

20. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 27.1 sans qu'il soit dérogé aux articles 27.2 et 27.3 lorsqu'ils sont applicables et 28.1 du CCAG-FCS.

21. Admission

Il est fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

22. Documents à fournir pendant le marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-FCS.

23. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

24. Marchés de prestations similaires

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

25. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'une académie, un service ou une direction de la région académique d'Île-de-France n'étant pas partie au marché souhaite s'y ajouter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

26. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

27. Garanties

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

28. Résiliation

28.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

28.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 41 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour faute, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire et sans indemnité.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du Code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;

- en cas de refus ou d'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

28.3 Résiliation pour événements liés au marché

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'auraient pas été fournies.

28.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- la force majeure
- la disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 39 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

29. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

30. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 46 du CCAG-FCS. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du Code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisée dans le règlement de consultation.

31. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
Article 7	Article 4.1
Article 13	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 13.1	Article 14
Article 13.4	Article 14
Article 14	Article 3.7.2
Article 15.3	Article 10.2.3
Article 28.2	Article 41.2
Article 28.3	Article 40